ENERGIE : UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

Réduire drastiquement la consommation de combustibles fossiles dans le monde, est une urgence absolue. Toute la planète est menacée.
On ne compte plus les drames liés au réchauffement climatique : inondations aux Philippines (2013), en Indonésie et Malaisie (2014), au Chili (2015). Le cyclone Pam a dévasté le Vanuatu tandis que se déroulait **le bilan mondial 2015 des Nations unies sur la réduction du risque de catastrophe. Ce bilan précise** *« le changement climatique mondial modifie le niveau des aléas et exacerbe les risques de catastrophe dans certaines régions »*.
Des dizaines de milliers de personnes doivent chercher refuge sur d'autres territoires. la catégorie nouvelle des réfugiés climatiques est apparue.

En même temps **1,2 milliards de personnes n'ont pas d'électricité et 2,8 milliards n'ont pas un accès suffisant à l'énergie. Il est impératif de trouver une réponse à leurs besoins.**
Revendre aux pays les plus pauvres des "permis de polluer" ne peut être une solution à cette double exigence!

Les pays pauvres subissent en effet une "double peine".
Victimes du pillage de leurs ressources énergétiques (notamment minières et hydrologiques) par les multinationales, ils sont aussi victimes des catastrophes liées à la consommation énergétique démesurée des pays occidentaux à travers des modes de production ne visant que la rentabilité financière, une conception de l'innovation à visée purement commerciale une organisation sociale de l'habitat et des transports ne maîtrisant pas le gaspillage d'énergie. La nature financière et spéculative des échanges commerciaux alourdit de plus l'empreinte carbone liée aux transports internationaux de marchandises (aériens et routiers).
Cette "injustice énergétique" accroît les inégalités et la pauvreté entraînant un autre drame : celui des migrants clandestins (1200 morts en Méditerranée en avril).
La question énergétique se trouve aujourd'hui de surcroît au coeur des questions géostratégiques mondiales. La guerre énergétique fait rage et dessine les contours des grands conflits mondiaux : pétrole du Moyen Orient, gaz russe...contrôle des territoires pour les transferts d'énergie (oléoducs, gazoducs).
Ainsi, croissance des inégalités, misère, risque de catastrophes, guerres et surconsommation énergétique sont étroitement intriquées.

<u>Quelles alternatives pour réduire drastiquement les émissions de GES et permettre aux populations du monde un accès équitable à l'énergie?</u>
Au cours de cette journée différentes interventions évoqueront l'avenir du nucléaire à court et moyen terme. Les risques liés à sa privatisation totale ou partielle et je présenterai les interventions de notre ami Seiji Yuasa à l'appui du mouvement d'opposition au nucléaire au Japon
D'autres et notamment Farida Cherfa spécialiste des énergies renouvelables nous informera sur les développements de la recherche dans ce domaine.
Quelques éléments d'actualité montrent qu'aujourd'hui ces énergies renouvelables sortent d'un statut de marginalité ou de simple appoint :
Le coût du solaire photovoltaïque connaît une réduction très importante.
En Allemagne les centrales solaires PV coûtent aujourd'hui 80% moins cher que celles construites il y a plusieurs années, faisant passer le Kw/h de 40cts en 2005 à 9 ctms en 2014. Aux USA ce coût a baissé de 80% en 5 ans. Le photovoltaîque *pourrait permettre à 20 % des consommateurs [américains] de se déconnecter du réseau d'ici 4 ou 5 ans"* (banque Barclays) et l'éolien a baissé de 58% devenant moins cher que l'électricité produite au gaz.
En Uruguay, en 2015, plus de 90% de l'électricité provient du renouvelable (hydraulique 45%, éolien 30%, biomasse 15%. L'éolien pourrait passer de 50MegaW installés à plus de 1000 dans 2 ans.
Au Danemark 48% de l'électricité provient de l'éolien (l'île de Samsö produisant à 100% son électricité avec l'éolien).

En France un rapport de L'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise Energétique (ADEME) d'avril 2015, démontre qu'un mix électrique 100% renouvelable serait possible techniquement et économiquement en 2050.
L'avenir repose sans doute sur l'étude des complémentarités et le développement des capacités de stockage .

Sommes-nous pour autant en marche vers une véritable transition énergétique ?
Pour tenir le cap d'un réchauffement maximum de 2°C à la fin du siècle, il faudrait d'ici là réduire de 80% la consommation des énergies d'origines fossiles.
Or, si l'Allemagne développe ses énergies renouvelables, l'UE a coupé les subventions pour le développement de celles-ci dans les pays du sud de l'Europe qui se tournent à nouveau massivement vers les énergies carbonées (ainsi que vers la fracturation hydraulique, sans évaluer ses dangers).
Les financements publiques et les collaborations internationales pour avancer dans la transition énergétique se font attendre.
On attend aussi de grands programmes de recherche dans d'autres voies : géothermie, "pétrole bleu" (extrait d'algues marines expérimenté en Andalousie) ainsi que sur **la question cruciale du stockage de l'énergie.**
Mais les compagnies pétrolières et gazières ont 5 fois en réserves carbonées ce qui pourrait correspondre aux émissions autorisées pour tenir cet objectif!
Par ailleurs, qui dit "régulation", dit entrave au dogme de la liberté du commerce.
Aussi **les Compagnies mènent une guerre pour protéger leurs bénéfices.** Or elles ont la main sur les systèmes politiques. (NK)

A la veille de la COP21 quels objectifs pouvons-nous envisager pour faire face à cette situation?
Des règles mondiales contraignantes pour les émissions de GES doivent être imposées aux états.
L'exigence que les gouvernements s'engagent dans de grands programmes de recherche publique et des programmes économiques sur les énergies renouvelables. Ils doivent établir des collaborations internationales sur une base de **solidarité et non de concurrence** pour la recherche, scientifique et technologique et pour la mise en oeuvre économique des projets.
L'évolution des modes de production visant l'intérêt collectif et non la rentabilité financière.
Une organisation contrôlée des infrastructures permettant de **réduire la consommation d'énergie dans les pays riches.**

Les choix énergétiques correspondent à des choix de société
La lutte contre le réchauffement climatique, la sécurité des installations, la réponse aux besoins énergétiques des populations, le respects de leurs modes de vie, **ne peuvent être abandonnés à la "loi" du marché.**
Des mouvements de protestation se sont élevés dans diverses régions du monde contre des projets de pipeline, de fracturation hydraulique mais **aussi** contre de grands barrages, de gigantesques champs d'éoliennes ou de panneaux photo voltaïques lorsque cela déstabilisait les populations dans leurs activités ou dans leur habitat.
Ainsi **du nucléaire à l'éolien, les choix en matière énergétique sont des choix politiques**. Les décisions ne peuvent être prises sans la participation des populations et l'expression de leurs besoins doit être respectée.
Comme pour l'eau , comme pour les terres agricoles se pose la question de **l'appropriation par les populations des choix énergétiques.**
Des expériences montrent que cela est possible. En Allemagne où 30% de l'électricité provient des énergies renouvelables, dans des centaines de villes une poussée de remunicipalisation des réseaux, a été obtenue par le vote des habitants.
Les fermiers qui ont protesté contre le projet d'oléoduc de Keystone XL (pour acheminer le bitume des sables de l'Alberta jusqu'au golfe du Mexique), ont construit des infrastructures alimentées par le soleil et le vent qui ont fourni à leur communauté plus d'énergie que le pipeline ne l'aurait fait. (NK).
Dans l'île de Samsö, au Danemark, entièrement autonome pour l'électricité , il existe une "Académie de l'énergie" qui développe des recherches sur les énergies renouvelables.

Ces expériences incitent à réfléchir à l'apport que les technologies des ER peuvent représenter en termes d'autonomie, dans des pays où les populations sont privées d'accès à l'électricité. **Le partage d'expériences** devrait donc être favorisé à grande échelle.
La gestion de l'énergie représente pour le monde un enjeu de sécurité mais aussi de véritable démocratie et d'égalité.

Hélène Carteron – May 2015
Simposium 'Solving for Energy, the Key to Survive' – Cosmocaixa, Barcelona